

# RISK FILES

N°1

Octobre 2004

G. BENOIT, Q. BREZILLON,  
G. GEIGER, S. MANSEAU, C. THORNEYCROFT

## Le Marché de la Sécurité en Irak

*La mise à mort, à Fallouja, le 31 mars 2004, de quatre citoyens américains employés par une société militaire privée (SMP), a révélé le rôle grandissant des sous-traitants de la sécurité en Irak. Au total, quelques 20 000 "Contractors" de toutes nationalités vendent leurs services à ces sociétés, ex-miliciens ou paramilitaires recyclés sous le vocable de "contractants civils".*

### Quelques chiffres

*L'Irak est devenu la terre promise du marché de la sécurité privé. Les entreprises ne profitant pas de la manne financière évaluée à \$3 milliards<sup>1</sup> devront faire face à des difficultés de développement sur un marché émergent<sup>2</sup> et florissant.*

*On estime à 50, le nombre d'entreprises<sup>3</sup> de sécurité présentes à Bagdad. Sur ces 50 sociétés environ 35 d'entre elles sont d'origine anglo-saxonne<sup>4</sup>.*

PRINCIPALES ENTREPRISES PRESENTES SUR LE MARCHE DE LA SECURITE	
Nom	Activité(s)/Contrat(s)
ArmorGroup	Protection, entraînement de force de protection privée et déminage
Black Water Security Consulting, filiale de Black Water USA	\$57 millions de contrats depuis 2002
Caci International	Contribution aux interrogatoires
Dyncorps	Formation de la police irakienne pour un contrat de \$50 millions <sup>5</sup>
Erinys	\$40 millions de contrats pour la formation de 14 000 gardes avec le soutien de 450 véhicules pour la protection de pétrole
Global risk strategy	Protection de sites et de personnalités
Kellogg, Brown and Root, filiale de Halliburton	Ingénierie, construction, maintenance et logistique

<sup>1</sup> « Les intermittents du baroud », Thomas Cantaloube, Marianne, Semaine du 07 juin au 13 juin 2004.

<sup>2</sup> La première SMP (société militaire privée) Executive Outcomes fut créée en 1992.

<sup>3</sup> « Les intermittents du baroud », Thomas Cantaloube, Marianne, Semaine du 07 juin au 13 juin 2004.

<sup>4</sup> « Mercenaire : un business florissant », Jean Guisnel, Le point, 15 avril 2004.

<sup>5</sup> [www.publicintegrity.org](http://www.publicintegrity.org).

Kroll Security International	Sécurité des personnes
Kuster Battle	Gestion de l'aéroport de Bagdad
L-3 Communication	Sécurité des réseaux et des communications
MPRI	Aide à la reconversion d'anciens militaires et met à disposition des interprètes, contrat de \$2 millions de dollars <sup>6</sup>
Titan group	Contribution aux interrogatoires <sup>7</sup> (Prison d'Abou Ghraid)
Vinnell Corps filiale de Northrop Grum Man	Formation de la garde nationale saoudienne depuis 1977 et de l'armée irakienne <sup>8</sup>

Le monopole exercé par ces entreprises de sécurité représente un risque de marché<sup>9</sup> dans la mesure où l'accès au marché est très restreint. L'intégration de ce marché pour une entreprise non anglo-saxonne semble en effet compromise. L'ensemble des marchés a été attribué à des sociétés américaines ou britanniques<sup>10</sup>, les autres entreprises sont soit des sous-traitants soit des filiales européennes de ces groupes.

La seule société française dont les prérogatives pourraient être comparées aux sociétés dominant le secteur est *Défense Conseil International*. Cet exemple mis à part, il apparaît nettement que la France n'est pas préparée à cette mutation du concept de la défense qui tend à la privatisation. Si la France veut rester dans la tradition d'une défense prérogative régaliennne, elle risque de ne pas être préparée à la lutte commerciale et à la compétitivité si cette privatisation de la défense devenait une norme. Dans le cas contraire, la France risque de perdre un des éléments fondateurs de l'Etat.

---

### Collusion gouvernement / Sociétés militaires privées, une approche Top-Down

*Si l'idée selon laquelle l'Etat-Nation est le seul détenteur de la violence légitime s'est affirmée depuis le traité de Westphalie en 1648, il est tout de même important de préciser que sur la longue période, cela apparaît presque comme une anomalie.*

Le recours à des milices privées, ou tout au moins à des forces armées non-levées par des États, est des plus courants dans l'histoire, il n'est pour s'en convaincre que de relire, à titre d'exemple, *Le Prince*<sup>11</sup> de Nicolas Machiavel.

De manière plus pragmatique, lorsque l'on s'attache à comprendre les effets négatifs du recours à des PMF – il existe de nombreux aspects positifs -, l'exemple de la substitution de l'intérêt général vers des intérêts privés aux États-Unis comme cela a pu être le cas lors du conflit irakien débuté en 2003 est très parlant.

Sans entrer dans le débat concernant les raisons pour lesquelles les États-Unis et les membres de la coalition ont déclenché la « Seconde guerre d'Irak », il nous reviendra ici de montrer et de comprendre l'implication du gouvernement américain dans des affaires commerciales qui sont très profitables à certains de ses membres.

Les SMP sont des organismes privés, spécialisés dans l'approvisionnement de services liés à la guerre incluant opérations tactiques de combats, planning stratégique, recueil et analyse d'informations, soutien opérationnel, entraînement de troupes et assistance technique militaire<sup>12</sup>.

---

<sup>6</sup> [www.publicintegrity.org](http://www.publicintegrity.org).

<sup>7</sup> « Lockheed veut toujours racheter Titan malgré les sévices en Irak », Reuters, 17 mai 2004.

<sup>8</sup> « Prestation de guerre », Jean-dominique Merchet, Libération, 3 novembre 2003.

<sup>9</sup> Risque de perte sur une position de négociation.

<sup>10</sup> Voir la liste des entreprises sur le site : [www.publicintegrity.org](http://www.publicintegrity.org).

<sup>11</sup> Machiavel Nicolas, *Le Prince et autres textes*, Paris : Folio (classique), 1980, 480 p.

Si les raisons et les conséquences de l'accroissement du recours à ce type de services ne seront pas envisagées ici, il faut tout de même prendre conscience de l'accroissement constant du poids de ces sociétés sur les affaires relatives à la sécurité internationale.

Ainsi, cette carte issue de l'article de PW Singer<sup>13</sup>- bien qu'un peu datée, toujours pertinente à nos yeux - laisse apparaître dans les zones sombres les endroits où des SMP ont été actives :

**Figure 1: The Global Activity of the Privatized Military Industry, 1991-2001**



Bien que le recours à des SMP soit devenu une pratique courante, la raison pour laquelle notre étude se focalise sur les Etats-Unis et son comportement vis-à-vis de certaines SMP réside dans le fait que certaines décisions politiques américaines passées et présentes vont avoir pour conséquence l'enrichissement personnel de certains membres de l'administration Bush.

En effet, la société Halliburton qui se présente comme une société de services dans le domaine du pétrole et du gaz est très liée au pouvoir puisque son client principal est le Pentagone, la guerre est donc un domaine très profitable pour cette entreprise :

**Figure 2 : Contrats d'Halliburton liés à la défense<sup>14</sup>**



<sup>12</sup> Singer P.W, "Corporate Warriors, The Rise of the Privatized Military Industry and Its Ramifications for International Security", *International Security*, Vol. 26, N°3 (Winter 2001-02), p. 186-220.

<sup>13</sup> Ibid., p.189.

<sup>14</sup> Politi Daniel et Verlöy André, « Halliburton Contracts Balloon », *The Center for Public Integrity*, August 2004, <http://www.publicintegrity.org/wow/report.aspx?aid=366>

Paradoxalement, cette société ne réalise pas la majorité de ses bénéfices grâce à son expertise dans le domaine de l'extraction, de la production, de la maintenance ou du raffinage, mais plutôt grâce aux services qu'elle fournit par l'intermédiaire de sa filiale *Kellogg, Brown and Root (KBR)*.

Cette société spécialisée dans la construction d'infrastructures d'approvisionnement de pétrole ou de gaz et dans leur maintenance fut choisie officiellement le 24 Mars 2003 pour appliquer le programme d'extinction des incendies de puits de pétrole qui lui avait été commandé par le gouvernement américain...en Novembre 2001<sup>15</sup>. Or loin de ne limiter la sécurisation de certains sites irakiens qu'à la seule extinction des feux, c'est tout une ingénierie militaire que cette société fournit, et ce depuis longtemps puisque sa présence avait pu être remarquée aux côtés des forces militaires américaines régulières en Somalie ou encore au Rwanda. Ce n'est pas la pratique en elle-même qui est remise en cause, mais bien le fait que le gouvernement américain ait choisi KBR de manière discriminatoire puisque le contrat public signé ne fut pas proposé à d'autres sociétés, ce qui est illégal, et en cours de procédures. Ce qui est encore plus dérangeant, c'est que Dick Cheney continue à recevoir entre \$180.000 et \$1 Million par an au titre de la compensation différée de son retrait de la société, ce qui ressemble tout de même fort à un salaire déguisé. Mais cela aussi est en cours d'instruction.

" C'est une nouvelle race de mercenaires, rouages d'une machine à tuer privée, qui exigent leurs trente pièces d'argent pour défendre les droits "inaliénables" d'Halliburton à voler les ressources du peuple irakien "

déclaration d'un correspondant d'Al-Jazira

la pratique en elle-même qui est remise en cause, mais bien le fait que le gouvernement américain ait choisi KBR de manière discriminatoire puisque le contrat public signé ne fut pas proposé à d'autres sociétés, ce qui est illégal, et en cours de procédures. Ce qui est encore plus dérangeant, c'est que Dick Cheney continue à recevoir entre \$180.000 et \$1 Million par an au titre de la compensation différée de son retrait de la société, ce qui ressemble tout de même fort à un salaire déguisé. Mais cela aussi est en cours d'instruction.

Il ne nous revient pas ici de trancher, mais bien de souligner le risque politique majeur encouru par une démocratie souvent présentée comme un modèle et qui au cours de cette guerre semble avoir eu recours à des pratiques qui ne relèvent pas de ce modèle politique. Le risque en terme de crédibilité de la classe politique vis-à-vis de l'électorat est réel, surtout dans un pays déjà furieusement touché par un manque d'intérêt pour les élections ; ce risque est aussi à prendre au sérieux par rapport à l'image renvoyée au reste du monde, sur le bien-fondé des politiques menées par les Etats-Unis.

---

## Les composantes du risque de déficit de confiance des marchés financiers

*Comment adapter les industries d'armement nationales héritées de la guerre froide à la baisse générale des budgets de défense ? La tendance actuelle est le recours au secteur privé<sup>16</sup>.*

Ces sociétés permettent aux gouvernements de gérer la baisse continue des effectifs et par-là de réaliser de substantielles économies. Sur le plan financier l'opération est attrayante, cependant le risque qu'elle représente n'en demeure pas moins présente. Deux aspects principaux illustrent les périls : la confiance par le biais de la transparence et du coût.

Le risque financier que représente l'externalisation des opérations militaires a été développé par Machiavel dans *Le Prince* : on paie des mercenaires, ces derniers peuvent donc accepter les offres plus alléchantes et mettre à mal la défense de la cité. Cet aspect sape le principe de confiance cher au marché financier. Or, les activités militaires sont par nature très discrètes : la surprise est un élément important de la stratégie moderne ; les informations sont rares, la discrétion de rigueur.

---

<sup>15</sup> Peterson Laura, "Kellogg, Brown and Root", The Center for Public Integrity, April 2004, <http://www.publicintegrity.org/wow/bio.aspx?act=pro&ddIC=31>

<sup>16</sup> Le Monde, 13.0203, article d'E.Leser et La libre Belgique 2003.

Certaines de ces entreprises sont cotées sur le New York Stock Exchange à l'instar de L-3 communication, et profite d'un marché en expansion estimé pour l'année 2003 à plus de 30 milliards de dollars pour les Etats-Unis, ce qui est à même d'attirer les investissements en mal de rentabilité.

Néanmoins l'activité de ces sociétés se situe sur les théâtres d'opérations militaires, elles sont donc exposées à des risques, qui comme le scandale des tortures en Irak l'a montré est à même de déstabiliser un gouvernement. Ce genre de désinformations est relativement mal perçu par les marchés financiers qui préfèrent se désengager plutôt que d'être étiquetés. Le cours chute et l'investissement se transforme souvent en perte.

De plus, la perte d'autorité de l'Etat dans l'une de ses missions régaliennes participe également au déficit de confiance : les services privés échappent au contrôle des parlementaires, dans ce sens ils peuvent également permettre de passer outre certains traités (mines anti-personnel), de même que de mettre à mal des organisations plus anciennes (OTAN). Or ces organisations sont souvent garantes de la stabilité géopolitique d'une zone, et cette stabilité participe à son développement économique que les marchés financiers irriguent par la suite. La prolifération de structures privées peut être perçue comme un signe de perte d'autorité des anciennes organisations et la zone en question peut se trouver décotée par les marchés sous prétexte que les critères de stabilité ne sont plus les mêmes. La confiance s'érode et l'investissement se fait plus laborieux.

" Nous serions face à un précédent dangereux si les Etats-Unis autorisaient la présence d'armées privées ne devant rendre des comptes qu'à ceux qui les paient "

Extrait d'une lettre adressée à Donald Rumsfeld par un groupe de sénateurs américains

Si la confiance est un élément important à prendre en compte dans l'analyse du risque financier, il ne faut pas perdre de vue le fait qu'il s'agisse d'une question d'argent avant tout. On s'en doutera, ces structures privées ont un coût, et si celui-ci est source de rentabilité il peut aussi mener à la banqueroute.

Pour se prémunir contre le risque financier lié aux aléas de la guerre, les sociétés militaires passent des contrats de type IQID (Indefinite Quantity / Indefinite Delivery) : quantité indéfinie, livraison indéfinie : l'urgence des opérations armées les rend également incertaines, ainsi l'entreprise facture au gouvernement en ajoutant une marge bénéficiaire de 1 à 4 % pour se couvrir des aléas. Ceci ne permet pas à l'acheteur de connaître le prix de son futur service et rend les prévisions à moyen terme hasardeuses, ce qui n'est pas en faveur des investisseurs quant à l'analyse des tendances futures. Même si les profits de ces sociétés sont en augmentation et leurs clients solvables (des Etats pour la plupart), le fait est que l'externalisation des forces armées amène les contribuables à payer deux fois l'effort de guerre. Une première pour le financement de son armée nationale et rares sont les budgets qui diminuent et une seconde fois pour les armées privées.

Ceci participe difficilement à la bonne tenue des comptes nationaux. Un Etat qui dépense dans la défense et la sécurité, aussi fondée que soit sa démarche, a moins de ressources pour investir dans son éducation par exemple, ou dans tout autre domaine qui peut favoriser sa compétitivité.

Sur le plan économique, ces éléments participent autant à la stabilité d'une zone que la défense, voire d'avantage car ils ne sont pas synonymes de risques futurs pour les investisseurs.

De plus, on note un phénomène redondant dans les sociétés privées de mercenariat, c'est une collusion fréquente entre les décideurs politiques et les dirigeants de ces sociétés. Cela n'est pas sans rappeler les phénomènes de corruption propre aux marchés des armes. Cette collusion entre les milieux politiques et affairistes est fréquemment non seulement synonyme de surcoût, car les appels d'offres ne sont pas respectés, mais aussi d'absence de transparence pour des raisons de sécurité, ce qui dans certaines situations peut bénéficier à l'ensemble des parties mais plus difficilement à la confiance des marchés.

Dans cette optique, et bien que ces industries soit à même de dégager des bénéfices substantiels, elles n'en restent pas moins exposées à des risques importants sur le plan financier, liés à l'absence de transparence de leurs activités et à des risques internes liés à ces mêmes activités (non-respect des droits de l'homme par exemple). Ces deux éléments agissent sur la confiance des investisseurs qui en cas de problèmes n'hésitent pas à se retirer du capital. Il convient néanmoins de signaler que la plupart de ces sociétés bénéficient de soutiens étatiques ce qui leur évite d'avoir recours à des financements par le biais des marchés. Ces dernières sont le plus souvent fournisseurs de matériels sophistiqués pour lesquels elles proposent les services de leurs experts. Cependant on est en droit de s'interroger sur la pertinence de tels investissements de la part des décideurs politiques lorsque ces sociétés exercent des services de mercenariat dans des conditions fort discrètes pour des intérêts tout aussi discrets, ceci au frais du contribuable. La question finale est alors : lorsque l'Etat n'aura plus suffisamment de ressources pour payer ces structures vers qui se tourneront-elles ?

Une société peut avoir recours à plusieurs techniques de paiement lorsqu'elle est engagée dans un contrat à l'international. Parmi ces techniques on remarque la lettre de crédit irrévocable et/ou confirmé, la lettre *stand by*, la remise documentaire, et les virements bancaires du type *Swift*. Ces outils sont les moyens de paiement les plus communément utilisés pour se prévaloir des risques financiers liés au non-recouvrement d'une créance ou à l'envoi des marchandises. Cependant si la majorité des paiements internationaux se font sans trop de difficultés, les opérations militaires compliquent rapidement les contrats. Ainsi dès qu'une zone géographique voit intervenir des conflits, que ce soit du fait de mercenaires ou d'armées régulières, cette zone se retrouve classée à risque.

Les risques financiers liés aux opérations de commerce international prennent alors une nouvelle forme. En effet, si une marchandise doit parvenir ou doit être envoyée, dans la majorité des cas, les opérations de paiements sont soumises à la main levée de la caution (le bénéficiaire donne l'ordre à sa banque de rendre la caution à l'acheteur). On comprendra que dans des zones à risque on soumette les opérations de négoce à caution, principalement parce que rares sont les compagnies d'assurances prêtes à assurer les marchandises en cas de conflit. Cependant, il arrive fréquemment qu'il soit difficile d'obtenir cette main levée, soit parce que le pays ne reconnaît pas la valeur juridique de cette main levée (fréquent en cas d'instabilité politique liée aux opérations militaires), soit parce que les opérations d'expédition sont retardées (du fait des conflits ou pour de raisons de sécurité) et la date limite est dépassée. Enfin, il faut noter que cette main levée peut l'être de la part du vendeur sans raison aucune sur simple ordre à sa banque, et sans qu'aucune contrepartie financière (remboursement) ou matérielle (la marchandise peut n'être jamais envoyée) ni même justification ne soit faite.

Le risque financier lié à des opérations de commerce avec un pays où agissent des sociétés de mercenariat peut donc radicalement changer le profil des contrats de commerce international. Ces derniers passant d'un support sûr (lettre de crédit irrévocable et confirmée) à une lettre de change classique du fait du refus des assurances et des banques et de garantir les opérations de paiement dans une zone à risque. Ceci peut s'avérer lié à la destruction d'infrastructures de communication qui permettent d'autres moyens de paiement (paiement *Swift* par virement bancaire).

Ainsi le risque financier lié aux activités des sociétés de mercenariat est principalement dû au fait que les zones où ces dernières interviennent changent de statut dans les classifications du commerce international, de sûres elles deviennent à risque, et les outils permettant le paiement ou l'assurance de ces dernières en pâtissent eux aussi. Le risque financier est donc accru, les risques de non paiement également, en plus des disparitions, saisies ou destruction des marchandises, dans des zones où l'instabilité règne et où l'intervention de sociétés militaires privées peut être une excuse aux malversations de tous ordres. Ces risques viennent en complément des risques liés aux changes (dévaluation, nouvelles devises) qui rendent complexes les opérations commerciales en cours avec un pays, la présence de mercenaires illustre l'instabilité latente ou réelle.